



L'économie polynésienne en 2010 Un bilan dans le prolongement de 2009

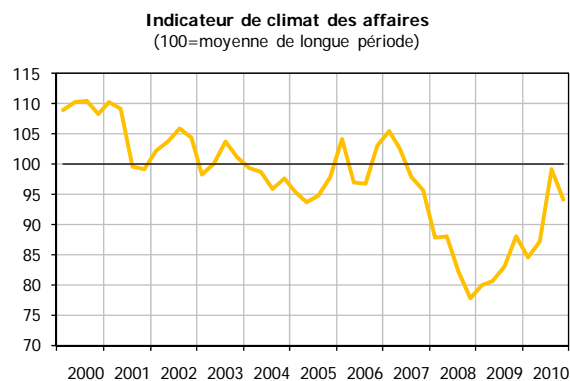
Forte et rapide en 2009, la dégradation de l'économie polynésienne s'est poursuivie en 2010 quoique de manière moins prononcée. Si quelques signes de stabilisation ont pu apparaître au cours du troisième trimestre, ils sont restés ténus et ne se sont pas confirmés sur la fin de l'année. L'absence de visibilité à moyen terme et l'attentisme ont pesé sur l'investissement des entreprises, tandis que la poursuite de la dégradation du marché de l'emploi a altéré le niveau de la consommation des ménages. L'indicateur du climat des affaires est resté, quant à lui, en deçà de sa moyenne de longue période, témoignant de la poursuite des difficultés des entreprises.

L'ensemble des secteurs sont touchés par cette conjoncture morose. Seul le tourisme a enregistré une reprise en fin d'année, mais cette reprise ne lui permet pas de retrouver le niveau de 2009, pourtant déjà historiquement bas.

DES INDICATEURS ORIENTÉS A LA BAISSSE

Un climat des affaires atone

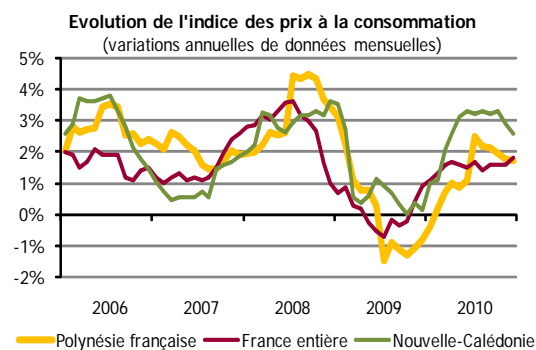
Depuis 2009, l'indicateur de climat des affaires (ICA) a certes enregistré un redressement mais il demeure en deçà de sa moyenne de longue période en dépit de rebonds techniques en cours d'année à la faveur de mesures gouvernementales ponctuelles. Cette évolution traduit la persistance d'un défaut de confiance généralisé de la part des professionnels du secteur marchand.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une inflation relativement contenue

Après la baisse enregistrée en 2009 (-0,8 %), les prix sont repartis à la hausse en 2010, mais de manière contenue. Le glissement annuel s'affichait à +1,7 % au 31 décembre 2010, soit un rythme comparable à celui observé au plan national (+1,8%) mais nettement inférieur à celui de Nouvelle-Calédonie (+2,6%). Ce renchérissement des prix résulte en majeure partie de la hausse marquée des prix des produits alimentaires (+3,3 %) et, dans une moindre mesure, de celle des services (1,6 %) et des produits manufacturés (0,7%)



Sources : ISPF, INSEE, ISEE

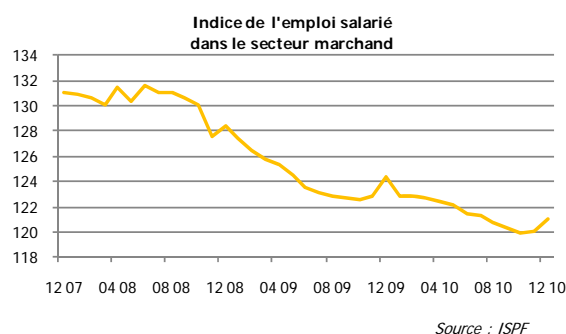
Selon une étude¹ sur la comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine, en mars 2010 les prix sont 26 % plus élevés en Polynésie française qu'en France métropolitaine (et 51 % plus élevés pour un ménage moyen métropolitain s'installant sur le territoire polynésien sans modifier ses habitudes de consommation). Les écarts de prix s'expliquent en partie par la cherté des produits alimentaires, un aspect commun à l'ensemble de l'outre-mer français.

¹CEROM Octobre 2010.

Une dégradation atténuée du marché de l'emploi

Défavorablement orientés depuis 2008, les effectifs salariés déclarés à la CPS se sont une nouvelle fois repliés, mais à un rythme plus modéré. Ils étaient en baisse de 2,6 % en septembre 2010 (derniers chiffres disponibles) contre des baisses de l'ordre de 3 % au cours des deux années précédentes. Ce sont près de 1 700 emplois qui ont été détruits sur les neuf premiers mois de l'année 2010, en dépit des aides au maintien de l'emploi reconduites par le gouvernement polynésien.

Si l'ensemble des secteurs ont été touchés, les plus fortes contractions d'effectifs ont une nouvelle fois concerné les secteurs de la construction (-349 emplois), de l'hôtellerie (-162 emplois) et, dans une moindre mesure, de l'industrie (-153 emplois). Ce mouvement semble s'être poursuivi sur la fin de l'année, comme en témoigne l'indice de l'emploi salarié élaboré par l'ISPF qui accusait une baisse de 2,6 % sur un an en décembre 2010 contre -3,2 % au terme de l'année 2009.



Une consommation des ménages morose et un investissement altéré par l'absence de perspectives à moyen terme

La consommation des ménages, touchée par la détérioration du marché de l'emploi et par une vulnérabilité financière accrue, reste à un niveau faible. Les importations de biens de consommation non alimentaires et de produits agroalimentaires demeurent relativement stables, de même que les immatriculations de véhicules neufs (3 900 véhicules neufs ont été vendus en 2010 soit un niveau globalement équivalent à celui de 2009 et nettement en deçà de ceux observés en 2007 et 2008) en dépit de la mise en œuvre de la prime à la casse.

Les carnets de commande dégarnis et l'absence de visibilité à moyen terme ont amené les entreprises à différer ou à réduire drastiquement leurs investissements, les projets recensés se limitant pour la plupart à de simples renouvellements des outils d'exploitation. Ainsi, les importations de biens d'équipement, en baisse sensible en 2009, continuent à décroître en 2010 (-1,1 %). L'investissement privé n'a donc pas pris le relais d'une commande publique qui s'essouffle depuis 2008 et qui se trouve de plus en plus contrainte par les difficultés budgétaires du principal donneur d'ordres. L'investissement des ménages se contracte également : la production de crédits à l'habitat s'inscrit en repli de 8 % sur un an malgré la reconduction des dispositifs d'aides à l'accession au logement du gouvernement polynésien au quatrième trimestre.

Des échanges extérieurs en hausse

En 2010, à la faveur d'un effet-prix et de quelques événements ponctuels, la Polynésie française affiche une amélioration de ses échanges commerciaux qui enregistrent une hausse conjointe des exportations (13 Mds FCFP ; 10,8 %) et des importations (155 Mds FCFP ; +5,6 %). La hausse des importations repose pour l'essentiel sur le dynamisme des biens intermédiaires (+11 %), à rapprocher des achats de panneaux solaires, et des produits énergétiques (+21 %) en lien avec la hausse du cours du pétrole brut. Celle des exportations s'explique pour l'essentiel par une opération exceptionnelle (exportation d'un navire destiné au transport de personnes en octobre 2010, tandis que les biens d'équipements sont en baisse de 1,1% sur un an) mais bénéficie également de la reprise des exportations locales en dépit du recul des exportations de perles brutes en valeur (2/3 des exportations locales).

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE GLOBALEMENT DÉFAVORABLE

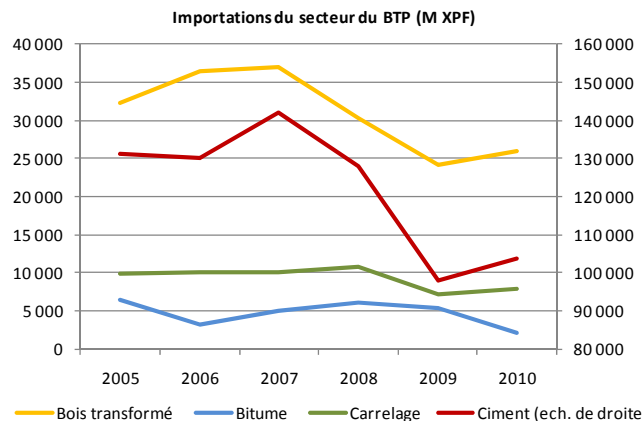
Une activité commerciale atone

Le commerce a une nouvelle fois pâti de la faible demande des ménages. Tout au long de l'année 2010, et pour la troisième année consécutive, les professionnels du secteur ont déploré un courant d'affaires peu dynamique. En dépit des multiples campagnes de réductions de prix, qui ont pesé sur les marges commerciales, le secteur a souffert de l'arbitrage des consommateurs en faveur de produits moins onéreux et parfois au détriment des biens alimentaires. Au terme des neuf premiers mois de l'année, la progression du chiffre d'affaires du secteur avoisinerait 1 %.

Persistance des difficultés dans le secteur de la construction

Comme l'illustre le retard pris sur le volet logement social du contrat de projets (2008-2013), l'insuffisance de chantiers structurants et l'absence de marchés significatifs ont continué à peser sur le courant d'affaires du secteur du BTP.

La branche des travaux publics a bénéficié d'un effet d'aubaine, au demeurant de faible ampleur, avec les réparations des dégâts occasionnés par le cyclone *Oli*, mais elle affiche des performances en retrait. La branche bâtiment, en partie soutenue par la reconduction des dispositifs bonifiés de soutien à l'investissement des particuliers, a, quant elle, nettement pâti d'un manque de visibilité à moyen terme. Seules quelques entreprises spécialisées ont pu bénéficier d'opérations ponctuelles comme la construction de la nouvelle gare maritime. Le niveau des importations traditionnelles du secteur témoignent des difficultés des professionnels de la construction.



Un secteur primaire affecté par les aléas climatiques

Le secteur primaire a été affecté au premier trimestre par des conditions climatiques peu clémentes. Le passage du cyclone *Oli* début février et, dans une moindre mesure, les importantes intempéries du mois de mars ont lourdement affecté les exploitations avec la perte de nombreuses récoltes vivrières et maraichères.

Dans le même temps, les résultats des activités exportatrices sont plutôt mitigés. Du côté de la pêche, l'année 2010 s'inscrit dans le prolongement de 2009 : dans un contexte de diminution de la flotte active, les rendements sont demeurés élevés et les quantités de poissons exportés ressortent une nouvelle fois en augmentation (+22 %) essentiellement sous l'effet de l'export réfrigéré. Le secteur perlicole, quant à lui, a enregistré un moindre recul de ses recettes d'exportations (-2 % contre -26 % en 2009) qui ne saurait occulter les difficultés structurelles de la filière. Malgré les tentatives de régulation de la production en vue de garantir la qualité, les exportateurs de perles poursuivent l'écoulement massif de leurs stocks au détriment du prix de vente qui se maintient en dessous de 500 F CFP le gramme (contre plus de 1 500 F CFP en 2007).

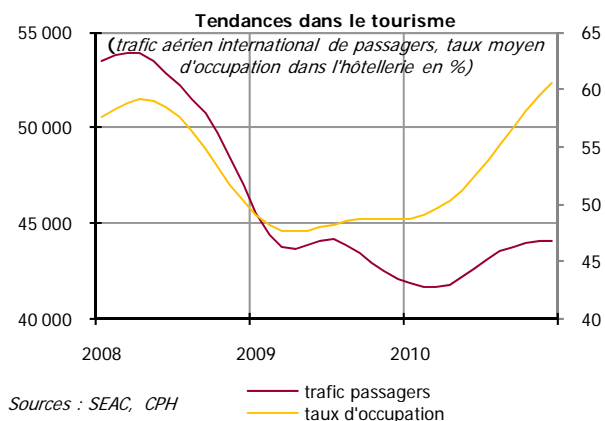
Des résultats mitigés dans l'industrie

Tout au long de l'année les entreprises industrielles ont déploré la faiblesse de leur courant d'affaires. Au regard des difficultés d'écoulement sur le marché local, seuls quelques signes positifs à l'exportation ont été observés. La production d'huile de coprah, en partie affectée par les dégâts du cyclone *Oli* sur les cocoteraies, recule de 35 % en l'espace d'un an tandis que les exportations en valeur de produits alimentaires et de monoï progressent respectivement de 12 % et 39 % en 2010.

Un bilan touristique en retrait en dépit d'un bon second semestre

Après un plus bas niveau historique en 2009, l'année 2010 s'est soldé par une nouvelle baisse de la fréquentation touristique. La Polynésie française a accueilli 153 919 touristes, soit une baisse de 4,1 % sur un an, après un premier semestre particulièrement morose et en deçà de l'année 2009, le second semestre a enregistré un redressement de l'activité.

Le segment de la croisière a souffert du départ du navire *Star Flyer* en 2009 (-18,4 % sur un an) ; celui des touristes terrestres a été plus favorablement orienté grâce au retour de la clientèle américaine favorisé par un effet taux de change €/ \$ favorable. Cette évolution conjuguée à la baisse de l'offre de chambres (-22 %) et aux réductions tarifaires consenties aurait notamment permis une hausse du taux d'occupation moyen des hôtels internationaux de plus de 5 points, à relativiser en raison des fermetures d'établissements. De son côté, la petite hôtellerie, confrontée à de fortes tensions de trésorerie, demeure dans une situation délicate.



Les perspectives s'avèrent encourageantes, à la lumière des taux de réservation pour le premier semestre 2011, qui laissent augurer un niveau d'activité dans la ligne de celui observé en 2008.

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE SUBISSANT LES EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Dans un contexte marqué par la morosité de la conjoncture économique et une perte de confiance généralisée des agents économiques, l'activité bancaire affiche des résultats mitigés et teintés de fragilité au terme des neuf premiers mois de l'année 2010, tant au niveau de la collecte de dépôts que de l'octroi de crédits. Dans le même temps, la dégradation de la qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux se poursuit.

Une progression relative des dépôts des agents économiques.

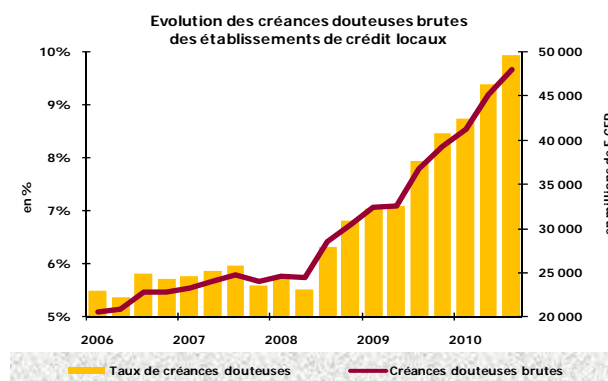
L'encours des dépôts des agents économiques s'est inscrit en hausse en septembre 2010 (+3,5 % en glissement annuel contre -0,4 % un an auparavant) reposant presque exclusivement sur une progression des dépôts de la clientèle des entreprises (+18 %). Cette évolution résulte des progressions conjointes de leurs dépôts à vue (+17,4 % en rythme annuel) et de leurs comptes à terme (+30,8 %), les sociétés disposant d'une assise solide ayant à la fois souhaité optimiser une partie de leur avoirs tout en conservant des liquidités immédiatement disponibles. Dans le même temps, le rythme de croissance de l'encours des ménages, bien qu'en amélioration sur un an, s'est avéré relativement modeste (+1,6 % sur un an). Cette évolution masque une situation contrastée. Si la collecte des dépôts a pu être affectée par les difficultés financières des ménages les plus fragiles, la conjoncture a incité les ménages polynésiens les plus aisés à constituer une épargne de précaution, au profit de placements plus rémunérateurs que l'épargne réglementée, parfois hors de Polynésie française (cf. assurance-vie).

Une croissance modeste des encours de crédits

L'encours sain des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'est inscrit en hausse de 2,9 % à fin septembre 2010 contre +2,1 % un an auparavant. Cette hausse est toutefois teintée de fragilité. Les difficultés de trésorerie des entreprises ont stimulé l'encours des crédits à court terme (+16,4 % pour les crédits de trésorerie et +19,3 % pour les comptes ordinaires débiteurs). A l'inverse, l'atonie de l'activité et l'attentisme des chefs d'entreprises se sont traduits par une diminution des demandes de financement de moyen et long termes, ce qui a fortement pesé sur l'encours des crédits d'équipement (-6,9 % sur un an après +3,6 % en septembre 2009). Dans le même temps, la dégradation du marché de l'emploi est venue impacter négativement les encours des ménages. Les crédits à la consommation ont diminué de 3 % (contre -1 % un an auparavant), le resserrement des conditions d'octroi par les banques, face à la montée du risque, ayant par ailleurs constitué un facteur aggravant. L'encours des crédits à l'habitat des ménages a progressé de 2,5 % à fin septembre 2010, soit son plus faible taux de croissance annuel observé depuis de nombreuses années.

Une dégradation toujours marquée du portefeuille des établissements de crédit

Dans le prolongement de la tendance engagée en fin d'année 2008, la place bancaire a assisté à une augmentation continue des créances douteuses brutes. Ces dernières ont enregistré une progression de 31 % sur un an à fin septembre 2010, portant le taux de créances douteuses brutes à 9,9 %. Cette recrudescence de la sinistralité a touché les entreprises comme les particuliers. Ces mauvais résultats ont concerné l'ensemble des secteurs d'activité mais plus particulièrement le secteur de l'Hôtellerie-restauration, le BTP et le commerce. Cette dégradation est observée aussi bien pour les petites entreprises que pour les plus grandes structures en raison d'un épuisement des marges de manœuvre financières et en dépit de l'accompagnement des banques notamment sous la forme de restructurations des dettes.



PERSPECTIVES

Les perspectives de reprise de la croissance restent incertaines. Une relance de la commande publique ne semble pas devoir se dessiner dans l'immédiat en raison des difficultés budgétaires de la Polynésie française mises en lumière par le rapport Bolliet. Cette reprise demeure également conditionnée par la réforme des institutions politiques lancée en début d'année 2010 qui, en assurant une plus grande stabilité politique, devrait concourir à restaurer la confiance des agents économiques et relancer les moteurs traditionnels de l'économie polynésienne.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX – Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 9 mars 2011 – Dépôt légal : mars 2011 – ISSN 1968-6277